

Rapport annuel Jahresbericht

—
2020



**POUVOIR JUDICIAIRE
GERICHTSBEHÖRDEN**

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

**Tribunal des mesures de contraintes TMC
Zwangsmassnahmengericht ZMG**

Table des matières

Inhaltsverzeichnis

1	Introduction	3
1.1	Tribunal des mesures de contrainte	4
1.1.1	Partie générale	4

1.1	Zwangsmassnahmengericht	8
1.1.1	Allgemeiner Teil	8
1.1.2	Partie statistique / Statistischer Teil	13

1 Introduction

Au Conseil de la magistrature

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,

Conformément à l'art. 101 al. 2 LJ, nous avons l'honneur de vous adresser notre rapport sur l'exercice 2020.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil, l'expression de notre haute considération.

Fribourg, le 22 janvier 2021

Signature

1.1 Tribunal des mesures de contrainte

1.1.1 Partie générale

1.1.1.1 Compétences

Le Tribunal des mesures de contrainte, dont la compétence s'étend à l'ensemble du canton, et traite de cas s'appliquant tant aux majeurs qu'à des mineurs, ordonne la détention provisoire, la détention pour des motifs de sûreté ou des mesures de substitution et en contrôle la légalité. Il lui appartient également de décider, d'autoriser ou de refuser d'autres mesures de contrainte [surveillance de la correspondance par poste et télécommunication et par d'autres mesures techniques, IMSI-catcher, GovWare, investigation secrète (agent infiltré), requête d'anonymat, prélèvement d'échantillons lors d'enquêtes de grande envergure, recherche de personnes condamnées, etc.]. Le Tribunal a repris en 2020 la compétence du Tribunal cantonal d'autoriser les ordres de surveillance dans les cas de recherche de personnes disparues en cas d'urgence (art. 31 c LPol). Il est également compétent pour statuer sur une demande d'examen des conditions de détention. Il traite aussi des demandes de levée de scellés.

Indépendamment de ses attributions en matière de procédure pénale, il statue sur les mesures de contrainte dans le domaine du droit des étrangers si la cause doit être jugée par une autorité judiciaire, en vertu de l'art. 74 LJ (détention administrative, mandat de perquisition, etc.).

1.1.1.2 Remarques générales

1.1.1.2.1 Juges

Au 31.12.2020

Nom	Prénom	EPT
Maradan	Delphine	0.5
Pontelli-Barras	Géraldine	0.5
Walter	Sonja	0.5
Total équivalents plein-temps EPT		1.5

Les trois juges du Tribunal des mesures de contrainte exercent leur fonction à 50%, avec une permanence assurée 7 jours sur 7, toute l'année.

En remplacement de la juge Géraldine Pontelli-Barras, absente en raison de son congé maternité, le Conseil de la magistrature a temporairement augmenté les taux des juges Felix Baumann et Delphine Maradan de 25%. Le service de piquet (un week-end sur deux et les jours fériés) a été assuré par ces deux juges.

Le juge Felix Baumann a annoncé sa démission pour le 30 avril 2020, faisant valoir son droit à une retraite anticipée. Le Tribunal des mesures de contrainte le remercie pour l'engagement dont il a fait preuve au sein de ce tribunal depuis 2011. Pour le remplacer jusqu'à l'élection de son successeur, le Conseil de la magistrature a temporairement augmenté les taux des juges Géraldine Pontelli-Barras (de 10%) et Delphine Maradan (de 30%). Le service de piquet (le week-end et les jours fériés) a été assuré au pro rata des taux par ces deux juges. Le Conseil de la magistrature a nommé Cornelia Thalman, greffière-rapporteuse auprès du Tribunal cantonal, juge *ad hoc* auprès du Tribunal des mesures de contrainte pour les affaires en allemand, à 10%, du 1er mai au 31 juillet 2020.

Sonja Walter a été élue juge à 50% au Tribunal des mesures de contrainte par le Grand Conseil lors de sa session de mai 2020 et est entrée en fonction le 1er août 2020.

Par ailleurs, Adeline Corpataux, Caroline Gauch et Peter Stoller, Présidents de première instance, ainsi que Ludovic Farine, greffier-rapporteur au Tribunal cantonal, sont juges suppléants.

L'année 2020 a été éprouvante à plus d'un égard. Malgré la pandémie, le Tribunal des mesures de contrainte a continué de traiter et de siéger, les reports de délai n'étant pas possibles dans les domaines qui le concernent. Parallèlement à cette charge conjoncturelle est apparue une surcharge structurelle marquée. Au moment de fixer les objectifs du Tribunal des mesures de contrainte en 2011, les affaires n'étaient pas aussi nombreuses, les domaines de compétence moins étendus, et les procédures de levée de scellés n'entraient pas en ligne de compte. Or, il ressort des statistiques que le nombre d'affaires, notamment contre le patrimoine, ne cesse de croître, et sont chronophages. Le système a atteint ses limites.

1.1.1.2.1 Greffe et secrétariat

Équivalents plein temps (au 31.12.2020)	EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	0.5
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	1

Suite à l'arrêt maladie partiel depuis le 9 décembre 2019, puis total dès le 2 mars 2020, puis au congé maternité du 20 mai au 9 septembre 2020 de la greffière, une solution de remplacement a pu être trouvée. La greffière ayant souhaité, au terme de son congé maternité, réorienter sa carrière, le poste à 50% qu'elle occupait a été repourvu.

Le poste d'1 EPT de secrétaire est divisé en deux 50%. Suite à l'arrêt maladie d'une des deux secrétaires depuis mars 2020, encore actuel, une solution de remplacement provisoire a pu être trouvée.

Le Tribunal des mesures de contrainte bénéficie également du soutien d'un greffier stagiaire et d'un stagiaire MPC (maturité professionnelle commerciale). L'apport de ces deux personnes en formation est certes utile, mais dès lors qu'elles sont en formation, et génèrent une forte rotation du personnel, elles nécessitent un travail d'encadrement non négligeable.

Ainsi, malgré les circonstances sanitaires, qui ont fortement marqué l'année 2020, à force notamment d'optimisation des processus, et grâce au soutien de la DSJ et du Conseil de la magistrature, dont le Tribunal est très reconnaissant, des solutions ont pu être trouvées. Les forces de travail du Tribunal des mesures de contrainte sont toutefois insuffisantes pour faire face à la constante augmentation des affaires.

1.1.1.2.2 Locaux

S'agissant des locaux, des démarches sont toujours en cours pour un déménagement du Tribunal. Celui-ci est à l'étroit et ne dispose plus de place de réserve. Les bureaux ne sont pas fonctionnels et présentent des déficiences au niveau de la sécurité.

Surtout, les locaux ne sont pas pourvus d'une salle d'audition, outil indispensable au fonctionnement du Tribunal. Le Tribunal de l'arrondissement de la Sarine met certes une salle d'audience à disposition, selon ses disponibilités. Le Tribunal a également la possibilité de siéger dans les locaux du Tribunal cantonal au cas où aucune salle ne serait disponible au Tribunal d'arrondissement. Enfin, il est possible d'utiliser la salle Covid, à Granges-Paccot. La solution actuelle assure le fonctionnement du Tribunal des mesures de contrainte dans des conditions conformes au droit, satisfait aux exigences de la Police (transport sécurisé, accès pour le fourgon cellulaire notamment, discrétion du transport du prévenu), garantit sécurité et discrétion, et offre aux avocats la possibilité de s'entretenir avec leurs clients dans des locaux sécurisés. Si cette solution est conforme au droit, elle implique néanmoins le déplacement systématique du juge et du collaborateur l'accompagnant, plusieurs fois par semaine, d'où une perte de temps et d'efficacité considérable. La grande accessibilité et la centralité des bureaux du Tribunal, ainsi que sa proximité avec le Ministère public, offrent en revanche l'avantage incontestable de permettre la transmission très rapide des dossiers judiciaires entre les autorités. D'entente avec la Direction, des démarches ont été entreprises pour trouver des locaux mieux adaptés, à proximité du Ministère public. Ces démarches n'ont pas encore abouti et seront poursuivies.

1.1.1.3 Activité juridictionnelle

1.1.1.3.1 Remarques générales

L'année 2020 a été marquée par la pandémie. Si toutefois, l'activité juridictionnelle a tourné au ralenti, en mars, avril, mai, la police tournant au ralenti aussi, et le passage difficile voire impossible des frontières rendant les procédures de renvoi administratif problématiques, la reprise a été intense.

L'on relève une augmentation de 33% d'affaires supplémentaires, qui résulte de la comparaison entre la moyenne de 2012 à 2020, d'une part, et le chiffre de 2011, d'autre part. Les juges ne parviennent plus à juguler la charge de travail croissante avec les ressources dont ils disposent, 1,5 EPT pour trois juges. Elles réitèrent leur besoin urgent de soutien dans le cadre budgétaire, par une augmentation du taux des juges. Compte tenu de la particularité du Tribunal, notamment de l'urgence des demandes de détention, impliquant leur traitement dans des délais légaux très courts (48 et 96 heures), les trois juges consacrent régulièrement une partie de leurs week-ends à la prise de décision et à leur rédaction, cas échéant avec tenue d'audience. Le recours aux juges suppléants n'est possible qu'à titre exceptionnel, ces magistrats étant déjà très sollicités par leur propre fonction et charge. Une élévation du taux d'activité des juges permettra de faire face à l'accroissement des tâches constatées depuis 2011 et aux défis liés à l'augmentation des demandes de levée de scellés qui sont particulièrement complexes, volumineuses et peuvent occuper un Magistrat durant plusieurs mois.

Pour sa 10^e année de fonction, le Tribunal des mesures de contrainte a été saisi de 634 nouvelles affaires (2019 : 688 ; 2018 : 672 ; 2017 : 897 ; 2016 : 915 ; 2015 : 759 ; 2014 : 777 ; 2013 : 797 ; 2012 : 735 ; 2011 : 574), en sus des 7 affaires pendantes au 31 décembre 2019. 9 affaires étaient pendantes au 31 décembre 2020. La nature des cas et le mode de liquidation sont illustrés en détail dans la partie statistique de ce rapport.

Sur les 634 (2019: 688; 2018: 672) affaires liquidées, 611 (2019: 617; 2018: 604) ont été traitées en français et 23 (2019: 71; 2018: 68) en allemand, soit 96 % (2019 et 2018: 90 %) en français et 4 % (2019 et 2018: 10 %) en allemand.

1 (2019 : 8) affaire a été liquidée par un juge suppléant. Le Tribunal a tenu 76 audiences (2019 : 105; 2018 : 115 ; 2017 : 129 ; 2016 : 128).

1.1.1.3.2 Affaires pénales

Le prononcé de la détention provisoire, pour des motifs de sûreté, ou le prononcé de mesures de substitution, ainsi que l'autorisation des mesures de surveillance secrètes constituent les domaines d'activité principaux du Tribunal des mesures de contrainte. A l'instar du nombre d'affaires en général, après deux années avec des fortes augmentations, le nombre d'ordonnances en matière de détention s'est stabilisé, mais demeure important (2020 : 417 ; 2019 : 438 ; 2018 : 425 ; 2017 : 573 ; 2016 : 525 ; 2015 : 442 ; 2014 : 462). Il en va de même en ce qui concerne le nombre d'ordonnances en matière de mesures de surveillance secrètes, notamment les surveillances téléphoniques (2020 : 141 ; 2019 : 160 ; 2018 : 152 ; 2017 : 245 ; 2016 : 283 ; 2015 : 234 ; 2014 : 206 ; 2013 : 232 ; 2012 : 229 ; 2011 : 144). Le nombre d'affaires de levée de scellés est de 4 pendantes au 31 décembre 2020, dont 2 ouvertes en 2019 (2020 : 2 ; 2019 : 2 ; 2018 : 2 ; 2017 : 3 ; 2016 : 1 ; 2015 : 3 ; 2014 : 1). Vu l'ampleur des dossiers et le nombre de documents à trier, le juge devant se prononcer sur chaque pièce, ces procédures sont chronophages et demandent un énorme investissement. Le projet de modification du CPP prévoit une extension des motifs permettant d'invoquer la pose de scellés : un secret commercial ou un secret privé pourraient également être invoqués. Le Tribunal des mesures de contrainte nourrit d'énormes craintes par rapport à ce projet, vu que les scellés sont problématiques.

En 2020, les ordonnances du Tribunal des mesures de contrainte ont fait l'objet de 30 recours auprès de la Chambre pénale du Tribunal cantonal. 4 recours ont été admis, 1 admis partiellement et 24 rejetés. Une cause est devenue sans objet. 2 affaires ont été déferées au Tribunal fédéral. 2 recours ont été rejetés par le Tribunal fédéral.

1.1.1.3.3 Mesures de contrainte en droit des étrangers

Indépendamment de ses attributions en matière de procédure pénale, le Tribunal des mesures de contrainte statue sur les mesures de contrainte dans le domaine du droit des étrangers si la cause doit être jugée par une autorité judiciaire. Principalement, il s'agit de contrôler la légalité et l'adéquation des détentions administratives ordonnées par le Service de la population et des migrants (SPoMi). Le nombre de détentions administratives contrôlées par le Tribunal a légèrement diminué en 2020, cette diminution s'expliquant par les difficultés liées aux passages des frontières (2020 : 51 ; 2019 : 71 ; 2018 : 81 ; 2017 : 66 ; 2016 : 83 ; 2015 : 75, 2014 : 90, 2013 : 71, 2012 : 61).

En 2020, 2 décisions du Tribunal des mesures de contrainte ont fait l'objet d'un recours auprès du Tribunal cantonal, le Cour administrative. 1 recours a été rejeté par le Tribunal cantonal et 1 recours a été déclaré sans objet.

1.1.1.4 Divers

La juge Géraldine Pontelli-Barras fonctionne comme Vice-Présidente de la Commission de recours de l'Université de Fribourg.

La juge Delphine Maradan représente le Tribunal auprès du groupe de travail Dialogue Justice-Santé, ainsi qu'auprès de la Chaîne pénale. Elle a également suivi le CAS en magistrature pénale en 2020 en parallèle à ses fonctions, dont les examens pratiques finaux ont été repoussés à l'été 2021 en raison de la crise sanitaire.

La juge Sonja Walter entretient un échange régulier avec ses collègues des autres cantons, remplaçant à ce dicastère le juge démissionnaire Felix Baumann.

Les trois juges prennent part à tour de rôle aux réunions des Tribunaux des mesures de contrainte romands, qui se réunissent une fois par année. Aussi, une journée d'échanges entre juges et greffiers de tous les Tribunaux des mesures de contrainte en Suisse, est organisée chaque année. Ces réunions n'ont cependant pas eu lieu en 2020, en raison de la crise sanitaire.

1.1 Zwangsmassnahmengericht

1.1.1 Allgemeiner Teil

1.1.1.1 Zuständigkeit

Das Zwangsmassnahmengericht, dessen Zuständigkeit sich auf das ganze Kantonsgebiet erstreckt, befasst sich mit Fällen, die sowohl Erwachsene als auch Minderjährige betreffen, ordnet Untersuchungs- und Sicherheitshaft oder Ersatzmassnahmen an und überprüft die Rechtmäßigkeit der Haft. Das Gericht ist auch zuständig für andere Zwangsmaßnahmen [Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs und anderer technischer Maßnahmen, IMSI-catcher, GovWare, geheime Ermittlungen (verdeckte Ermittler), Antrag auf Anonymität, Probeentnahmen bei Grossfahndungen, Fahndung verurteilter Personen usw.]. Im Jahr 2020 hat das Gericht die Kompetenz des Kantonsgericht übernommen, Überwachungsanordnungen in den Fällen der Suche nach vermissten Personen in einem Notfall zu genehmigen (Art. 31c PolG). Das Gericht ist ebenfalls für Entscheidungen über einen Antrag auf Überprüfung der Haftbedingungen zuständig. In die Kompetenz des Gerichts fällt ebenfalls die Behandlung von Entsigelungsverfahren.

Unabhängig von seinen strafprozessualen Befugnissen entscheidet das Zwangsmassnahmengericht in Anwendung von Art. 74 JG auch über Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht, soweit hierfür die richterliche Beurteilung vorgeschrieben ist (Administrativhaft, Durchsuchungsbefehl etc.).

1.1.1.2 Allgemeine Bemerkungen

1.1.1.2.1 Richter/innen

Am 31.12.2020

Name	Vorname	VZÄ
Pontelli-Barras	Géraldine	0.5
Maradan	Delphine	0.5
Walter	Sonja	0.5
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		1.5

Die drei Richterinnen des Zwangsmassnahmengerichts üben ihre Tätigkeit zu einem Beschäftigungsgrad von je 50% aus und stellen einen Pikettdienst von 7 auf 7 Tagen, während des ganzen Jahres sicher.

Als Ersatz für die Richterin Géraldine Pontelli-Barras, welche sich im Mutterschaftsurlaub befand, hat der Justizrat vorübergehend die Stellenprozente der beiden Richter Felix Baumann und Delphine Maradan zu je 25% erhöht. Während dieses Zeitraums haben die beiden Richter jedes zweite Wochenende Pikettdienst geleistet.

Richter Felix Baumann trat per 30. April 2020 in den vorzeitigen Ruhestand. Das Zwangsmassnahmengericht bedankt sich bei ihm für seinen Einsatz, welchen er seit 2011 geleistet hat. Um seine Stellenprozente bis zur Wahl eines Nachfolgers zu ersetzen, hat der Justizrat vorübergehend die Stellenprozente der Richterinnen Géraldine Pontelli-Barras (um 10 10%) und Delphine Maradan (um 30%) erhöht. Der Pikettdienst am Wochenende und an den Feiertagen wurde von den beiden Richterinnen im Verhältnis zu ihrem Beschäftigungsgrad sichergestellt. Der Justizrat hat Frau Cornelia Thalman, Gerichtsschreiber-Berichterstatterin am Kantonsgericht, vom 1. Mai 2020 bis zum 31. Juli 2020 zur Richterin ad hoc am Zwangsmassnahmengericht für die deutschen Fälle, zu einem Beschäftigungsgrad von 10%, ernannt.

Sonja Walter wurde im Rahmen der Maisession 2020 vom Grossen Rat zur Richterin beim Zwangsmassnahmengericht mit einem Beschäftigungsgrad von 50% gewählt. Sie hat ihre Stelle am 1. August 2020 angetreten.

Die Gerichtspräsidenten Adeline Corpataux, Caroline Gauch und Peter Stoller, sowie Ludovic Farine, Gerichtsschreiber-Berichterstatter sind die Ersatzrichter des Zwangsmassnahmengerichts.

Das Jahr 2020 war in mehr als einer Hinsicht eine Herausforderung. Trotz der Pandemie hat das Zwangsmassnahmengericht getagt und sämtliche Gesuche behandelt, da Fristverlängerungen in den ihm betreffenden Rechtsgebieten nicht möglich waren. Nebst der konjunkturellen Belastung, ist auch eine strukturelle Überlastung zu Tage getreten. Als im Jahr 2011 die Zuständigkeiten des Zwangsmassnahmengerichts festgelegt wurden, gab es anzahlmässig weniger Gesuche, weniger Zuständigkeitsbereiche und die Entsiegelungsverfahren wurden ebenfalls nicht berücksichtigt. Die Statistik zeigt jedoch, dass die Zahl der Fälle, insbesondere im Bereich der Vermögensdelikte, stetig zunimmt und zeitaufwändiger wird. Das System hat seine Limiten erreicht.

1.1.1.2.1.1 Gerichtsschreiberei und Sekretariat

Vollzeitäquivalente (am 31.12.2020)	VZÄ
Total VZÄ Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	0.5
Total VZÄ Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	1

Infolge des krankheitsbedingten Ausfalls vom 9. Dezember 2019, anschliessend vom 2. März 2020, anschliessend infolge des mutterschaftsbedingten Ausfalls der Gerichtsschreiberin, konnte eine Stellvertretungslösung gefunden werden. Da sich die Gerichtsschreiberin nach dem Ende ihres Mutterschaftsurlaubs beruflich neu orientieren wollte, wurde die von ihr besetzte 50-% Stelle neu besetzt. Das Gericht ist erleichtert, dass für das Jahr 2021 ein zusätzliches Pensum von 30% für die Gerichtsschreiberstelle genehmigt wurde.

Die Sekretariatsstelle ist auf zwei Personen aufgeteilt, die zu je 50 % angestellt sind. Nach dem krankheitsbedingten Ausfall einer der beiden Sekretärinnen seit März 2020, welcher immer noch andauert, konnte eine provisorische Ersatzlösung gefunden werden.

Das Zwangsmassnahmengericht wird ausserdem von einem Gerichtsschreiber-Praktikant sowie von einem Praktikanten des Ausbildungsganges «3+1» unterstützt. Der Beitrag der beiden Praktikanten ist sehr nützlich, aber da sie sich in Ausbildung befinden und eine hohe Personalfuktuation erzeugen, erfordern sie ein erhebliches Mass an zusätzlichem Personalmanagement.

Trotz der pandemiebedingten Umstände, welche das Jahr 2020 geprägt haben, konnten dank Prozessoptimierungen und dank der Unterstützung der Sicherheits- und Justizdirektion sowie des Justizrates, für welche das Zwangsmassnahmengericht sehr dankbar ist, Lösungen gefunden werden. Die Arbeitskraft des Zwangsmassnahmengerichts reicht jedoch nicht aus um die ständige Zunahme der Fälle auf Dauer zu bewältigen.

1.1.1.2.2 Räumlichkeiten

In Bezug auf die Räumlichkeiten, werden nach wie vor Schritte unternommen, um den Standort des Gerichts zu verlegen. Die Räumlichkeiten des Gerichts sind eng, wenig funktional und weisen Mängel im Bereich der Sicherheit auf. Insbesondere umfassen die Räumlichkeiten keinen Verhandlungssaal, welcher für das Funktionieren des Gerichts unabdingbar ist. Das Bezirksgericht der Saane stellt dem Zwangsmassnahmengericht je nach Verfügbarkeiten Verhandlungssäle zur Verfügung. Falls im Bezirksgericht der Saane ausnahmsweise kein Verhandlungssaal verfügbar ist, hat das Gericht die Möglichkeit die Gerichtssäle des Kantonsgerichts zu nutzen. Zudem besteht auch die Möglichkeit den COVID-Saal in Granges-Paccot zu reservieren. Diese Lösung erlaubt ein gesetzmässiges Funktionieren des Gerichts. Sie entspricht auch den sicherheitspolizeilichen Anforderungen bei der Zuführung der Häftlinge (Zugang für den Gefangenentransport), gewährleistet eine gewisse Diskretion und ermöglicht den Anwälten, sich mit ihren Mandanten in einem abgetrennten Raum zu besprechen. Auch wenn diese Lösung gesetzeskonform ist, weist sie den grossen Nachteil auf, dass sich Richter und Protokollführerin mehrmals pro Woche

verschieben müssen, was mit einem beträchtlichen Zeitverlust verbunden ist. Andererseits ermöglicht die gute Erreichbarkeit, die zentrale Lage und die räumliche Nähe zur Staatsanwaltschaft eine sehr rasche Aktenübermittlung zwischen den Behörden, was einen unbestreitbaren Vorteil darstellt. Im Einvernehmen mit der Direktion wurden Schritte eingeleitet, um besser geeignete Räumlichkeiten in der Nähe der Staatsanwaltschaft zu finden. Diese Bemühungen waren noch nicht von Erfolg gekrönt und werden fortgesetzt.

1.1.1.3 Gerichtstätigkeit

1.1.1.3.1 Allgemeine Bemerkungen

Das Jahr 2020 war von der Pandemie geprägt. Zwar verlangsamte sich die Aktivität der Justiz im März, April und Mai, da die Aktivität der Polizei heruntergefahren wurde und auch weil Grenzübertritte in Rahmen der administrativen Ausschaffungsverfahren schwierig gar unmöglich wurden. Die Wiederaufnahme der Aktivität Im Justizbereich war jedoch intensiv.

Es kann ein Anstieg von 33 % der Fälle verzeichnet werden, welcher sich aus dem Vergleich des Durchschnitts der Anzahl Fälle von 2012 bis 2020, auf der einen Seite, und der Anzahl Fälle im Jahr 2011, auf der anderen Seite, ergibt. Die drei Richterinnen können die steigende Arbeitsbelastung nicht mehr mit dem Ihnen zur Verfügung stehenden Beschäftigungsgrad von 1.5 VZÄ meistern. Sie bekräftigen den dringenden Bedarf an Unterstützung im Rahmen der Budgetierung um eine Erhöhung ihrer Stellenprozente zu erreichen. Angesichts der Besonderheit des Gerichts, insbesondere der Dringlichkeit im Rahmen von Haftanträgen, die innerhalb sehr kurzer gesetzlicher Fristen (zwischen 48 und 96 Stunden), bearbeitet werden müssen, widmen die drei Richterinnen regelmässig einen Teil ihrer Wochenenden für Urteilsfällungen und die Redaktion der Entscheide, gegebenenfalls mit Anhörung. Ein Rückgriff auf die Ersatzrichter ist nur ausnahmsweise möglich, da diese Magistratspersonen bereits in ihrer Funktion und ihrem Amt sehr stark beansprucht werden. Eine Erhöhung des Beschäftigungsgrads der Richterinnen würde es ermöglichen, die seit 2011 festgestellte Zunahme der Aufgaben und der zunehmenden Herausforderungen im Zusammenhang mit Entsigelungsverfahren, welche besonders komplex sowie umfangreich sind und einen Richter während mehrerer Monate beschäftigen können, zu bewältigen.

In seinem zehnten Tätigkeitsjahr wurden beim Zwangsmassnahmengericht 634 neue Angelegenheiten registriert (2019: 688 ; 2018 : 672 ; 2017 : 897 ; 2016 : 915 ; 2015 : 759 ; 2014 : 777 ; 2013 : 797 ; 2012 : 735 ; 2011 : 574). Davon waren am 31. Dezember 2019 noch 7 hängig. Die Rechtsnatur dieser Angelegenheiten und deren Erledigungsart ergeben sich aus dem statistischen Teil dieses Berichts.

Von den 634 (2019: 688; 2018: 672) erledigten Angelegenheiten waren 611 (2019: 617; 2018: 604) in französischer und 23 (2019: 71; 2018: 68) in deutscher Sprache zu behandeln, das heisst 96 % (2019 et 2018: 90 %) auf Französisch und 4 % (2019 et 2018: 10 %) auf Deutsch.

Die Ersatzrichter haben 1 Angelegenheit (2019 : 8) behandelt. Das Gericht hat 76 Verhandlungen durchgeführt (2019: 105; 2018 : 115 ; 2017 : 129 ; 2016 : 128).

1.1.1.3.2 Strafsachen

Die Anordnung von Untersuchungshaft, Sicherheitshaft und die Verhängung von Ersatzmassnahmen sowie die Genehmigung geheimer Überwachungsmassnahmen stellen die hauptsächlichen Tätigkeitsbereiche des Zwangsmassnahmengerichts dar.

Wie die Gesamtzahl der Angelegenheiten hat sich auch die Anzahl der Haftentscheide nach deutlichen Zunahmen in zwei Jahren stabilisiert, bleibt jedoch hoch (2020 : 417 ; 2019 : 438 ; 2018 : 425 ; 2017 : 573 ; 2016 : 525 ; 2015 : 442 ; 2014 : 462). Gleich verhält es sich mit der Anzahl geheimer Überwachungsmassnahmen, insbesondere den Telefonüberwachungen (2020 : 141 ; 2019 : 160 ; 2018 : 152 ; 2017 : 245 ; 2016 : 283 ; 2015 : 234 ; 2014 : 206 ; 2013 : 232 ; 2012 : 229 ; 2011 : 144). Am 31. Dezember 2020 waren 4 Entsiegelungsverfahren hängig, wovon zwei im Jahr 2019 eröffnet wurden (2020 : 2 ; 2019 : 2 ; 2018 : 2 ; 2017 : 3 ; 2016 : 1 ; 2015 : 3 ; 2014 : 1).

Angesichts des Aktenumfangs und der Anzahl der zu sortierenden Dokumente, wobei der Richter über jedes Aktenstück entscheiden muss, sind diese Entsiegelungsverfahren zweitaufwändig und verlangen einen enormen Einsatz. Der Entwurf der Änderung der StPO sieht eine Erweiterung der Gründe für die Berufung auf Siegelungsverfahren vor: neu könnte ein Geschäfts- oder Privatgeheimnis geltend gemacht werden. Das Zwangsmassnahmengericht äussert in Bezug auf diesen Gesetzesentwurf und in Bezug auf die Erweiterung des Anwendungsbereichs der Siegelungsverfahren seine grosse Besorgnis.

Im Jahr 2020 ist gegen Verfügungen des Zwangsmassnahmengerichts in Strafsachen in 30 Fällen Beschwerde bei der Strafkammer des Kantonsgerichts eingereicht worden. 4 Beschwerden wurden gutgeheissen, 1 Beschwerde wurde teilweise gutgeheissen und 24 Beschwerden wurden abgewiesen. Eine Angelegenheit wurde als gegenstandslos abgeschrieben, 2 wurden an das Bundesgericht weitergezogen. 2 Beschwerden wurden vom Bundesgericht abgewiesen.

1.1.1.3.3 Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht

Unabhängig von seinen strafprozessualen Befugnissen entscheidet das Zwangsmassnahmengericht auch über Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht, soweit hierfür die richterliche Beurteilung vorgeschrieben ist. Dabei geht es hauptsächlich darum, die Rechtmässigkeit und Angemessenheit der vom Amt für Bevölkerung und Migration (BMA) angeordneten verwaltungsrechtlichen Haft zu überprüfen. Im Jahr 2019 war die Anzahl der vom Gericht überprüften Fälle von verwaltungsrechtlicher Haft leicht rückläufig (2020 : 51 ; 2019 : 71 ; 2018 : 81 ; 2017 : 66 ; 2016 : 83 ; 2015 : 75, 2014 : 90, 2013 : 71, 2012 : 61).

Im Jahr 2020 ist gegen zwei ausländerrechtliche Entscheide des Zwangsmassnahmengerichts Beschwerde an das Kantonsgericht erhoben worden. Eine Beschwerde wurde abgewiesen; eine wurde als gegenstandslos abgeschrieben.

1.1.1.4 Verschiedenes

Die Richterin Géraldine Pontelli-Barras ist Vizepräsidentin der Rekurskommission der Universität Freiburg.

Die Richterin Delphine Maradan vertritt das Gericht in der Arbeitsgruppe « Dialogue Justice-Santé » und in der „Chaine pénale“. Parallel zu ihren Aufgaben absolvierte sie den CAS „Magistrature pénale“, deren praktische Abschlussprüfungen aufgrund der Pandemie auf den Sommer 2021 verschoben wurde.

Die Richterin Sonja Walter unterhält als Nachfolgerin von Felix Baumann regelmässige Kontakte mit ihren Kollegen aus den anderen Kantonen.

Die drei Richterinnen nehmen abwechslungsweise an den Treffen der französischsprachigen Zwangsmassnahmengerichte teil, die einmal jährlich stattfinden. Ebenfalls findet jedes Jahr ein Tag des Austausches

statt, der allen Richtern und Gerichtsschreibern der Schweizer Zwangsmassnahmengerichte offensteht. Aufgrund der Pandemie konnten diese Veranstaltungen im Jahr 2020 jedoch nicht durchgeführt werden.

1.1.2 Partie statistique / Statistischer Teil

1.1.2.1 Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2020	2019
Affaires pendantes au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	9	7
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	634	688
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	634	688
ordonnance / <i>Verfügung</i>	634	688
par un autre moyen / <i>auf andere Weise</i>	0	0
Affaires pendantes au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	9	7

1.1.2.2 Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

1.1.2.2.1 Affaires pénales / Strafsachen

	2020	2019
Matières traitées / <i>behandelte Rechtsgebiete</i>	569	600
Détention pénale adultes / <i>strafprozessuale Haft Erwachsene</i>	406	435
Détention pénale mineurs / <i>strafprozessuale Haft Minderjährige</i>	11	3
Surveillance de la correspondance par poste et télécommunication / <i>Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs</i>	141	160
Garantie de l'anonymat / <i>Zusicherung der Anonymität</i>	3	1
Levée des scellés / <i>Entsiegelung</i>	2	2
Prélèvement d'échantillons ADN en masse / <i>DNA-Massenuntersuchungen</i>	2	0
Investigation secrète / <i>verdeckte Ermittlung</i>	3	0
Cautionnement préventif et divers / <i>Friedensbürgschaft</i>	1	0
Divers / <i>Diverses</i>	0	1

Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise	2020	2019
Admission / Gutheissung	310	314
Admission partielle / teilweise Gutheissung	74	85
Rejet / Abweisung	17	25
Irrecevabilité manifeste / offensichtliche Unzulässigkeit	0	1
Retrait / Rückzug	0	0
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	16	12
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an die zuständige Behörde	0	0
Classé sans suite / ohne Folge klassiert	0	2
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	0	0
Mesures de surveillance autorisées / Überwachungsmaßnahmen genehmigt	138	154
Mesures de surveillance pas autorisées / Überwachungsmaßnahmen nicht genehmigt	1	0
Mesures de surveillance partiellement autorisées / Überwachungsmaßnahmen teilweise genehmigt	1	4
Retrait / Rückzug	0	1
Mesures de surveillance devenues sans objet ou demande irrecevable / Überwachungsmaßnahmen gegenstandslos geworden oder Gesuch unzulässig	1	1
Garantie de l'anonymat autorisée / Zusicherung der Anonymität bewilligt	2	1
Levée des scellés autorisée / Entsiegelung bewilligt	0	0
Levée des scellés partiellement autorisée / Entsiegelung teilweise bewilligt	0	0
Levée des scellés refusée / Entsiegelung verweigert	0	0
Investigation secrète autorisée / verdeckte Ermittlung genehmigt	3	0
Cautionnement préventif ordonné ou refusé / Friedensbürgschaft angeordnet/verweigert	1	0

1.1.2.2.2 Recours à la Chambre pénale du Tribunal cantonal / Beschwerden an die Strafkammer des Kantonsgerichts

	2020	2019
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	1	0
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	30	23
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	30	23
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig		0

Sort réservé aux recours contre les ordonnances du TMC / <i>Erledigungsweise</i>	2020	2019
Admission / <i>Gutheissung</i>	4	1
Admission partielle / teilweise <i>Gutheissung</i>	1	0
Rejet / <i>Abweisung</i>	24	17
Retrait / <i>Rückzug</i>	0	1
Irrecevable / <i>Nichteintreten</i>	0	0
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	1	4

1.1.2.2.3 Mesures de contrainte en droit des étrangers / *Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht*

	2020	2019
Matières traitées / <i>behandelte Rechtsgebiete</i>	65	88
Détention administrative / <i>administrativrechtliche Haft</i>	51	71
Autres mesures de contrainte administratives / <i>andere verwaltungsrechtliche Zwangsmassnahmen</i>	2	1
Assistance judiciaire / <i>unentgeltliche Rechtspflege</i>	12	16
Réclamation / <i>Einsprache</i>	0	0

Sort réservé aux affaires / <i>Erledigungsweise</i>	2020	2019
Détention administrative confirmée / <i>Genehmigung der Administrativhaft</i>	21	35
Détention administrative refusée / <i>Nichtgenehmigung der Administrativhaft</i>	2	1
Détention adm. sans procédure orale confirmée / <i>Bestätigung Administrativhaft ohne mündl. Verhandlung</i>	25	32
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	4	3
Autres mesures de contrainte admin. accordées ou confirmées / <i>andere verwaltungsrechtliche Zwangsmassnahmen gewährt oder bestätigt</i>	2	1
Autres mesures de contrainte admin. irrecevables ou sans objet / <i>andere verwaltungsrechtliche Zwangsmassnahmen unzulässig oder gegenstandslos</i>	0	0
Mesure partiellement admise / <i>Massnahme teilweise bestätigt</i>	0	0
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	9	15
AJ (avec avocat) refusé / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	0	0
AJ (avec avocat) sans objet / <i>URP (mit Anwalt) gegenstandslos</i>	1	1
Réclamation admise ou rejetée / <i>Einsprache gutgeheissen oder abgewiesen</i>	0	0

1.1.2.2.4 Recours au Tribunal cantonal / Beschwerden an das Kantonsgericht

	2020	2019
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	0	0
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	2	3
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	2	3
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	0	0
<hr/>		
Sort réservé aux recours contre les ordonnances du TMC / Erledigungsweise	2020	2019
Admission / Gutheissung	0	0
Admission partielle / teilweise Gutheissung	0	0
Rejet / Abweisung	1	1
Retrait / Rückzug	0	0
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	1	2

1.1.2.2.5 Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

	2020	2019
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	0	0
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	2	6
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	2	4
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	0	2
<hr/>		
Sort réservé aux recours contre les ordonnances du TMC / Erledigungsweise	2020	2019
Admission / Gutheissung	0	0
Admission partielle / teilweise Gutheissung	0	0
Rejet / Abweisung	1	2
Irrecevable ou retrait / Nichteintreten oder Rückzug	0	2

1.1.2.3 Langue des affaires liquidées / Verfahrenssprache

Sur les 634 (2019: 688; 2018: 672) affaires liquidées, 611 (2019: 617; 2018: 604) ont été traitées en français et 23 (2019: 71; 2018: 68) en allemand, soit 96 % (2019 et 2018: 90 %) en français et 4 % (2019 et 2018: 10 %) en allemand.

Von den 634 (2019: 688; 2018: 672) erledigten Angelegenheiten wurden 611 (2019: 617; 2018: 604) auf Französisch und et 23 (2019: 71; 2018: 68) auf Deutsch behandelt, das heisst 96 % (2019 und 2018: 90 %) auf Französisch und 4% (2019 und 2018: 10 %) auf Deutsch.